

1983-2026: pourquoi le Liban reste empêché de faire la paix avec Israël

En 1983, le Liban et Israël ont signé un accord de paix, négocié à l'hôtel Dan de Netanya. Las, sous la double pression syrienne et saoudienne, le texte n'a jamais été appliqué. Un sabotage en bonne et due forme, avec la complicité de Paris et Washington.

29 mai 2026



Manifestante pro-Iran, Beyrouth, Liban, 25 mai 2026 © Marwan Naamani/DPA/SIPA

Le 17 mai 1983, la cérémonie se déroule simultanément à Khaldé, station balnéaire au sud de Beyrouth, et à Kiryat Shmona, ville située à la frontière nord d'Israël, régulièrement frappée depuis des années par des organisations armées palestiniennes opérant depuis le Liban. Pour la première fois, un gouvernement libanais tente officiellement de sortir de l'état de guerre avec l'Etat hébreu.

Le contexte est alors explosif. Depuis la fin des années 1960, Beyrouth a progressivement perdu le contrôle d'une partie de son territoire. Les accords (secrets) du Caire de 1969 avaient autorisé l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) de Yasser Arafat à mener des opérations armées depuis

le Liban. Puis la Syrie de Hafez el-Assad était intervenue militairement dans le pays.

Mauvaise influence

L'accord du 17 mai 1983 devait mettre fin à cet état de guerre, organiser le retrait des forces étrangères et rétablir la souveraineté de l'État libanais. Mais il échoue rapidement.

Pourquoi ? Parce qu'il se heurte aux intérêts convergents de la Syrie et de l'Arabie saoudite. Damas refuse catégoriquement qu'un Liban souverain puisse conclure un accord séparé avec Israël. Riyad considère qu'une normalisation libano-israélienne risquerait de l'empêcher d'avoir la mainmise sur le Liban qu'il recherche.

A lire aussi, Didier Lemaire: [Peut-on critiquer « L'Abandon » ?](#)

À partir de l'été 1983, la Syrie fait monter la pression militaire au Liban. Les affrontements se multiplient dans la montagne libanaise. A Beyrouth, l'État s'effondre progressivement. De leur côté, les États-Unis et la France restent en retrait, avant de carrément changer de ligne après les attentats de Beyrouth contre les forces américaines et françaises, notamment celui du Drakkar qui tue 58 parachutistes français le 23 octobre 1983. Dès lors, Washington privilégie un compromis régional avec Damas plutôt qu'un soutien frontal à l'accord israélo-libanais. Résultat, quelques mois plus tard, au mépris de la règle de droit, et sous la pression syrienne encouragée par les États-Unis (ainsi que le prouvent les archives de Ronald Reagan), le président Amine Gemayel décide de ne pas reconnaître le texte, qui a pourtant été validé par le gouvernement et le parlement. Il prononce en somme une abrogation illégale des accords.

L'histoire se répète

Le diplomate Antoine Fattal (1917-1987), qui avait dirigé les négociations côté libanais, expliquera plus tard que, n'ayant jamais été formellement ratifié par le président de la République libanaise, l'accord n'est en réalité jamais entré en vigueur.

Ainsi fut enterrée la première et unique tentative de paix directe entre le Liban et Israël. Quarante-trois ans plus tard, l'histoire semble recommencer.

Depuis 2024, le Hezbollah, organisation chiite armée proxy de la République islamique d'Iran, commandée par la Force Al Qods, l'unité d'élite des Gardiens de la Révolution islamique iranienne chargée des opérations extérieures, a été considérablement affaibli par la guerre. Au Liban, une partie croissante de la population estime désormais que la décision de paix et de guerre ne peut plus appartenir à une milice indépendante de l'État.

A lire aussi, Gil Mihaely: [Iran – États-Unis, Israël: le retour à la guerre froide](#)

C'est dans ce contexte que des discussions directes ont repris entre responsables libanais et israéliens sous médiation américaine.

Le président libanais Joseph Aoun, ancien commandant en chef de l'armée, et le Premier ministre Nawaf Salam, ancien président de la Cour internationale de justice, tentent de restaurer l'autorité de l'État libanais. Leur objectif immédiat n'est pas une paix complète avec Israël, scénario encore explosif politiquement, mais un accord sécuritaire durable dans le sud du Liban. Autrement dit : obtenir la stabilisation de la frontière et restaurer progressivement le monopole de l'État libanais sur les armes et la décision de guerre.

Or les mêmes résistances régionales ont réapparu. Car si l'Arabie saoudite et le Qatar soutiennent officiellement la stabilité du Liban et son redressement économique, ils restent hostiles à toute normalisation ouverte avec Israël. Riyad et Doha savent qu'un tel rapprochement serait extrêmement impopulaire dans une grande partie du monde arabe.

Le paradoxe libanais est donc le suivant : les dirigeants libanais ont besoin du soutien financier des monarchies du Golfe pour sauver leur pays de l'effondrement, mais ce soutien s'accompagne de fortes limites politiques.

Le précédent de 1983 redevient alors éclairant. Car déjà à l'époque, toute tentative libanaise d'accord avec Israël se heurtait immédiatement à des pressions saoudiennes et syriennes visant à empêcher Beyrouth d'agir comme un État pleinement souverain.

De même, comme en 1983, le rôle de la France est à nouveau ambigu aujourd'hui. Paris continue officiellement de défendre la souveraineté du Liban et de soutenir l'armée libanaise. Mais la diplomatie française entretient également des relations stratégiques majeures avec l'Arabie saoudite et le Qatar. Cette réalité réduit fortement sa marge de manœuvre.

Le véritable sujet dépasse donc largement la seule question israélo-libanaise. Il concerne la souveraineté même du Liban. Depuis l'Accord de Taëf de 1989, négocié sous parrainage saoudien avec l'aval syrien et américain et surtout imposé au Liban par les chars syriens, le système libanais repose sur des équilibres régionaux qui limitent fortement l'autonomie réelle de l'État libanais.

En 1983, une paix avec Israël avait échoué parce que le Liban n'était pas assez souverain pour la faire vivre. La vraie question aujourd'hui est donc simple : quarante ans plus tard, l'est-il devenu davantage ?



[Après la guerre ?](#)

Price: ---

0 used & new available from

Sur le même sujetDu même auteur

Vous venez de lire un article en accès libre.

Causeur ne vit que par ses lecteurs, c'est la seule garantie de son indépendance.

Pour nous soutenir, achetez Causeur en kiosque ou [abonnez-vous !](#)